



Il n'y aura pas de « Parisien » 2020 sans les effectifs, les métiers et la politique sociale que ses ambitions exigent

Depuis maintenant plusieurs semaines, les salariés des éditions départementales du *Parisien* ne cessent de réclamer le retour des cahiers départementaux et des effectifs nécessaires à leur réalisation pour couvrir l'échéance des municipales. Mais la direction reste sourde à cette exigence. Les lettres ouvertes des rédacteurs des locales et des chefs des éditions départementales, la motion votée à la quasi-unanimité par 263 salariés lors d'une première assemblée générale, la mobilisation devant le parvis du 10 Grenelle, les différentes actions menées par les salariés sur les réseaux sociaux, la pétition lancée sur Change.org démontrent cet attachement et surtout l'inquiétude face à cette menace de disparition d'un pan de l'histoire de notre journal et sa vocation démocratique. La direction semble également balayer d'un revers de main le soutien des présidents des conseils départementaux d'Île-de-France, particulièrement attachés, eux aussi, à ces cahiers départementaux garantissant la préservation d'une information locale de qualité pour les lecteurs du *Parisien*.

Les salariés des éditions départementales, comme les salariés de l'ensemble de la rédaction, veulent continuer de croire en « l'information locale » et « chaude ». Autrement dit, à l'info au plus près des gens, au maillage incarné sur le terrain qui permet des contacts étroits pour recueillir, recouper et révéler des informations exclusives et de qualité. Les sujets transversaux vantés par la direction ne sont pas la panacée. Et l'originalité même de ces sujets est d'autant plus grande quand elle vient du terrain et non d'une vision d'un encadrement éloigné des réalités du territoire. Notre journalisme c'est celui qui prend le temps d'aller sur le terrain avec notre piolet pour dénicher l'info ; et non celui qui sait d'emblée ce que l'on doit raconter et cherche à l'illustrer, et qui se noie dans le flot de l'information formatée, flirte avec l'éditorial ou la communication.

Le SNJ-CGT et le SGLCE-CGT partagent les craintes des salariés, leurs angoisses, leurs peurs concernant un projet éditorial guidé par un plan comptable, et dont les contours ne seront livrés que le 16 juin prochain, lors d'un comité social économique (CSE) extraordinaire. Le SNJ-CGT et le SGLCE-CGT préviennent d'emblée la direction du *Parisien* : il est hors de question de toucher à l'emploi, aux métiers, aux salaires et à la convention collective. Nous ne sommes pas fermés à une évolution des projets éditoriaux de notre journal et nous avons conscience de la nécessité de poursuivre la transition numérique, mais ces transformations ne pourront pas se faire dans la brutalité, sans les salariés, et encore moins dans des conditions de travail dégradées ou avec des droits, des acquis sociaux et des rémunérations amoindris. Le respect des différents métiers qui concourent à la fabrication du journal, une politique salariale ambitieuse et un maintien, voire un renfort des effectifs, particulièrement « sur le terrain » pour une information qui fait la différence sur le Web comme sur le papier, sont les conditions impératives d'un projet éditorial réussi.

Nos syndicats alertent aussi la direction sur l'impasse que représenterait un abandon du Print : le développement du support numérique et de l'effectif de ses services ne peut se faire au détriment du Print. L'économie du *Parisien*, c'est encore une économie du papier ; le dévitaliser, c'est courir à la catastrophe.

Le SNJ-CGT et le SGLCE-CGT restent mobilisés pour le retour des cahiers départementaux et seront particulièrement vigilants aux annonces de la direction lors du CSE extraordinaire du 16 juin. Si le plan de la direction l'exige, nous n'hésiterons pas à recourir à tous les moyens de mobilisation nécessaires, y compris la grève.

Grenelle, le 15 juin 2020